

L'OPÉRATION DE PRODUCTIVITÉ RIZICOLE (*)

En 1965 devant l'impérieuse contrainte d'importer du riz, le Gouvernement malgache décide de réagir vigoureusement contre une situation de fait considérée comme inacceptable dans un pays où le riz constitue la base essentielle de la nourriture de la population.

Une étude technique est alors confiée à la S.A.T.E.C. en liaison avec les techniciens du M.A.E.R. Cette étude, effectuée durant le dernier trimestre de 1965, ainsi que le résultat d'expériences faites à Tananarive et dans le Vakinankaratra, amènent à penser qu'il est possible d'accroître rapidement le volume de la production moyennant la mise en œuvre, suivant les méthodes appropriées, d'un certain nombre de techniques appropriées.

Le Gouvernement de la République Malgache sur une communication du ministre de l'Agriculture rend officiel ce point de vue par le décret 66-060 pris en conseil des ministres le 2 février 1966 relatif à l'établissement d'un programme supplémentaire de développement massif de la production rizicole.

L'élaboration des dossiers nécessaires de l'« Opération Productivité Rizicole », les discussions qu'entraîne leur prise en considération par le F.E.D. et qui se mènent parfois simultanément à Tananarive, à Paris et à Bruxelles, la redistribution géographique des opérations antérieures et celles en cours par exemple dans le Vakinankaratra, la mise en place des échelons de réalisation sur de nouvelles zones, la création de structures adaptées à cette forme nouvelle d'opération et d'une Société d'intervention le G.O.P.R., groupant trois Sociétés étrangères : S.A.T.E.C., Française, AGRAR, Allemande, IFAGRARIA, Italienne, ainsi que la prise en charge de la Campagne rizicole 1966-1967 sur les Hauts-Plateaux, mettent à rude épreuve les Services du M.A.E.R.

Un an après le décret ci-dessus cité, l'« Opération Productivité Rizicole », a pris corps ; elle est devenue réalité sur les Hauts-plateaux, où des milliers de paysans appliquent les nouvelles méthodes préconisées, et a entamé le processus de son installation sur la Côte Sud-Est.

Elle dispose de moyens opérationnels importants, près de 3 milliards de francs malgaches, plus de 1 000 agents sur le terrain et un dispositif d'intervention articulé en U.R.E.R., (niveau préfectoral), ZER (niveau sous-préfectoral), SER (niveau communal), cellule (groupe de 200 à

(*) par Robert GRÉGOIRE, Ingénieur en chef d'agronomie, Ingénieur en chef d'Opération productivité rizicole

400 familles), le tout animé à Tananarive par un état-major central. Enfin, ses objectifs quantitatifs prévus pour la campagne 1966-1967 sont atteints.

Si la vitesse, caractéristique dominante de cette période permet de tenir le calendrier que le Gouvernement s'est fixé, elle est source de très nombreuses difficultés dans la mise en œuvre du programme.

Aux niveaux provincial et préfectoral ces difficultés dues souvent à une méconnaissance des problèmes, au caractère nouveau de l'action impliquant des méthodes peu habituelles, trouvent leurs solutions grâce à de nombreuses réunions d'information et à des missions de bonne volonté, menées par les responsables ministériels de l'opération.

Les dossiers initiaux doivent faire l'objet de remaniements successifs pour les adapter au contexte local éminemment évolutif.

La nécessité de trouver sur place et rapidement le personnel malgache qui doit participer à l'opération oblige à des prélèvements importants dans le service de la vulgarisation générale, allant jusqu'à mettre en veilleuse certaines opérations jugées moins prioritaires.

Devant l'ampleur de l'opération, et pour surmonter les difficultés qui en découlent, le ministère de l'Agriculture doit lui-même innover en matière d'organisation interne afin de lui permettre de jouer pleinement son rôle de maître d'œuvre : la notion d'Ingénieur en Chef d'Opération trouve là une application privilégiée : pont entre le Ministère et les entreprises chargées d'exécuter le programme, elle permet à chacun de se resituer par rapport à son partenaire et de jouer correctement son rôle propre.

Il n'est pas sans intérêt de s'arrêter un instant pour réfléchir sur cette période de première mise en place de l'opération : période pendant laquelle on est passé d'un rapport de mission plein d'optimisme, suite d'une décision gouvernementale acte de foi dans l'avenir, à la rudesse de la réalité du moment.

Fustigés par les difficultés rencontrées, les oppositions à surmonter, la dictature d'un calendrier tendu, tous les responsables de l'opération font preuve d'imagination, de pragmatisme : refusant des schémas tout faits, agréables à l'esprit, parfaitement ordonnés, ils s'accrochent aux dures exigences du concret.

Ils répondent aux problèmes de l'heure par des solutions qu'ils savent imparfaites, provisoires ; s'ils n'arrivent pas à trouver une réponse, ils contournent la difficulté, mais lucides, ne l'oublient pas, la notent pour plus tard. Gardant toujours à l'esprit les objectifs qu'ils doivent atteindre, ces kilogrammes de paddy dont le gouvernement leur a passé commande, ils vont de l'avant, car la volonté d'aboutir aiguillonnée par les difficultés de tous les jours ne faiblit pas.

Et c'est ainsi que le gouvernement malgache se bâtit un outil de développement original et presque unique dans sa forme et surtout son ampleur, outil imparfait, encore fragile, mais extrêmement fécond, plein de promesse pour l'avenir.

*
**

Consciente de la fragilité de son succès, l'Opération Productivité Rizicole va utiliser l'année 1967 pour asseoir sa réussite.

Il faut consolider les positions acquises sur les Hauts-Plateaux et Farafangana, s'implanter en de nouveaux points sur la côte Ouest où devant les difficultés rencontrées à Maintirano, une partie du dispositif est transférée sur Ambilobe et Mampikony. Ceci signifie concrètement :

- toucher le plus grand nombre de paysans possible ;
- se regituer exactement par rapport à l'Administration d'autorité et aux Services techniques intervenant sur le terrain ;
- moduler ses thèmes d'action pour mieux tenir compte des écologies différentes où elle intervient ;
- parfaire et compléter son dispositif d'encadrement par un recrutement complémentaire et de nombreux stages ;
- faire donner à plein son dispositif d'intendance pour répondre aux besoins grandissants suscités dans le monde paysan par la vulgarisation ;

...le tout à la lumière de l'expérience de l'année précédente et dans le cadre d'un programme opérationnel précis.

C'est ainsi que :

- le nombre de paysans touchés passe de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers ;
- commencent à fonctionner les comités de programmes où sont définis les programmes opérationnels, à l'échelon de Tananarive, et les comités de liaison à l'échelon des préfectures. Emanation des CTRPD et présidés par les préfets, ces derniers doivent faciliter l'insertion de l'opération dans les différentes actions menées dans le milieu rural ;
- des conventions précisent les rôles respectifs des agents du Commissariat à l'Animation et de ceux du M.A.E.R. par la prise en charge d'un objectif commun, tandis que des contacts sont pris avec le Commissariat à la Coopération dans un but analogue ;

- les formules d'engrais, les techniques de repiquages varient d'une zone à l'autre, aidées en cela, par la Recherche appliquée qui multiplie ses points d'essais sur le terrain pour serrer la réalité de plus près ;
- le tandem approvisionnement - crédit tout en étendant la formule de « vente à terme » qui a fait ses preuves, amorce une simplification de ses méthodes en commençant à utiliser un circuit privé alors qu'il était, jusque-là, entièrement étatique.
- la commission d'octroi des prêts réunie au niveau communal intègre la commune dans l'action, au côté de la CEAMP, de la BNM, du dispositif de vulgarisation, par la présence du maire rural et l'apport d'une garantie financière ;
- un début de diversification se fait jour sur l'URER de Tananarive.

Enfin, profitant de quelques répit, l'OPR bien qu'encore sectorielle et axée strictement sur l'obtention de tonnes supplémentaires de paddy, commence à réfléchir et à faire réfléchir sur ce que pourra et devra être son rôle.

Fer de lance du développement rural pour les zones concernées, après avoir pénétré, bousculé les structures ou les actions en place, l'OPR commence à les entraîner, à les canaliser dans un sens unique. Face au parallélisme, voire à la dispersion, commence à se faire jour une convergence d'actions vers un but unique. Par le poids qu'elle prend, l'ampleur de son implantation géographique, ses premiers succès, les nombreux problèmes qu'elle suscite, l'OPR n'est plus un corps étranger ; nul ne peut l'ignorer et elle-même ne peut plus n'avoir à l'esprit que son propre objectif.

Elle entraîne, elle revivifie certaines interventions, mais elle se sent obligée d'assumer d'autres responsabilités, ou de participer à d'autres opérations.

Elle est devenue un véritable catalyseur du développement rural ; essentiellement féconde et vivante, elle apporte au même moment autant de solutions, qu'elle pose de nouveaux problèmes.

*
**

Aussi à la fin de 1967 et à l'orée de 1968 sera-t-elle « l'occasion » de rencontres fructueuses entre la BNM, l'Animation, la Coopération, l'Agriculture, et même le Commerce, l'Industrie et les transporteurs, chemin de fer ou camionneurs. Rencontres dans lesquelles — on peut le dire — l'action riz n'est presque plus que le prétexte, où est sous-jacente sans cesse la notion de développement régional intégrée, où l'on voit poindre, dans un avenir plus très lointain, la participation

délibérée et réfléchie de celui qui en définitive est l'élément déterminant de l'action, le cultivateur, l'homme dans sa fonction de paysan.

Car, jusqu'à présent, le paysan malgache n'est pas un participant à part entière. Et c'est peut-être là la principale faiblesse de l'action menée.

Bien sûr c'est lui qui cultive suivant les nouvelles méthodes qu'on lui préconise ; c'est lui qui achète les engrais ; il participe en masse, plusieurs centaines de mille, aux journées de paysan, aux discussions sur le terrain, aux démonstrations, c'est lui qui « absorbe » les conseils que lui prodiguent des centaines de vulgarisateurs, mais il n'assume pas encore le rôle — primordial — qui doit être le sien.

Son fatalisme paysan, produit des difficiles réalités auxquelles il est confronté chaque jour, lui fait accepter de participer à cette action du Fanjakana. Mais participer ne veut pas dire adhérer, assumer.

Pourtant, tout en restant prudents, attentifs aux réalités, sans nous bercer d'illusion, nous pouvons trouver quelques raisons d'espérer que l'action menée, à la condition qu'elle se maintienne encore longtemps, toujours vivante, c'est-à-dire apte à se transformer, à l'écoute du monde rural, nous amènera cette adhésion indispensable du paysan. En effet, quelques faits, encore limités, mais très nets, sont à signaler car ils portent en eux le germe de l'adhésion par le refus de recevoir passivement ce qu'apporte l'administration.

Sur Ambatolampy, les cultivateurs boudent l'engrais proposé et vont en chercher d'autres — même plus cher — sur Antsirabe notamment, prouvant par là qu'ils apprécient l'engrais mais dans une attitude critique.

Le rythme de fabrication des houes artisanales ne se ralentit pas face aux houes SIDEMA — les houes de l'administration — et même celles-là ont assuré partiellement la relève des houes SIDEMA quand devant certaines imperfections, on a été amené à les retirer provisoirement du circuit.

Souvent les paysans posent des questions sur d'autres cultures que le riz aux vulgarisateurs, sollicitant ainsi le dispositif, s'étonnant sans doute de ne recevoir un appui que sur une seule de leur spéculation.

Enfin, le refus par certains d'adhérer à nos méthodes montre une attitude qui n'est pas que négative mais critique.

**

Et c'est ainsi qu'en 1968 l'Opération Productivité Rizicole apparaît sous un jour nouveau, différent de celui de 1967, différent de celui de 1966.

Face au cultivateur :

- elle ne va plus chercher à accroître le nombre des participants, plus de 100 000 déjà en 1968 soit plus de 500 000 habitants ruraux, près du 10^e de la population totale de Madagascar ;
- elle va mettre l'accent sur les surfaces effectivement cultivées suivant les méthodes prescrites, c'est-à-dire en fin de compte chercher l'adhésion des cultivateurs, qui ne devront plus répondre par le bout des lèvres, mais participer à plein : un cultivateur qui applique la méthode sur 50 % de ses surfaces ou plus, ne le fait plus par complaisance ou par acceptation passive ;
- elle va aborder les autres problèmes de l'exploitation paysanne, la vente de son paddy, ses cultures autres que le riz, son bétail et même l'URER de Tananarive, appréhender le problème de la femme, non plus comme un simple élément de production agricole, mais dans sa plénitude, comme mère de famille, comme centre de gravité de tout foyer rural ;
- enfin, elle va s'attaquer au problème ardu mais crucial des structures paysannes adaptées aux conditions de la vie économique moderne.

En un mot, elle veut franchir le seuil au-delà duquel celui qui adhère n'est plus considéré par son milieu comme un original, un précurseur et le plus souvent comme un élément de trouble, mais comme l'homme « normal », bien armé pour affronter les conditions économiques actuelles, le cadre possible de la société rurale moderne en gestation.

Face à l'Administration malgache :

- elle pose le problème du développement régional intégré et de l'adaptation des objectifs initiaux fixés à l'O.P.R., à ce nouveau concept.

A peine plus de 2 ans après sa création, elle pose le problème de son existence dans la forme actuelle. Il ne s'agit pas d'une remise en cause sur le fond, mais de son adaptation à des conditions nouvelles qu'elle a engendrées en partie, ou qu'elle a fait apparaître par son pouvoir catalyseur.

Sollicitée par de nouveaux problèmes, elle doit, tout en approfondissant les actions qu'elle mène actuellement (vulgarisation de la méthode rizicole améliorée notamment), déplacer le centre de gravité de ses efforts vers de nouveaux thèmes, structuration du monde paysan, commercialisation du paddy, diffusion de semences sélectionnées, valorisation du capital — sol des rizières.

Quittant les rizières, elle doit monter sur la « Tanety » pour appréhender les problèmes de cultures sèches, d'élevage, commençant ainsi à aborder les problèmes de l'exploitation agricole dans sa structure présente, dans son devenir face à la conjoncture actuelle.

Elle va ainsi poser, à une échéance moins lointaine qu'on ne le pense, aussi bien à la recherche agronomique, qu'à l'appareil politique, la question de l'exploitation agricole moderne, avec son corollaire obligatoire, le problème foncier.

Enfin, l'option même d'action sectorielle, pierre d'angle de sa philosophie actuelle est battue en brèche sous la pression des faits sur les Hauts-Plateaux. Mieux, elle est absolument insoutenable sur Mampikomy et Ambilobe où le riz pluvial n'est plus qu'un des éléments de la rotation. Les objectifs et moyens tels que définis actuellement sur ces deux derniers points sont inadaptés et doivent être revus rapidement dans un concept d'aménagement régional.

**

Nous sommes loin du contrat banal, simple, clair et précis passé en 1966 : des tonnes de paddy contre des moyens en hommes et en argent, convenablement employés dans un but précis et sur des zones géographiques bien déterminées.

La complexité de l'homme et des facteurs naturels ont eu raison de cette simplicité et pourtant son succès est dû en grande partie à la simplicité des objectifs fixés.

Aussi, l'Opération Productivité Rizicole sera-t-elle toujours un sujet de contradiction :

- énorme par les objectifs qu'elle vise, les moyens qu'elle met en œuvre, le nombre de paysans concernés, elle bouscule obligatoirement structures et services en place alors qu'elle doit solliciter leur collaboration intime ;
- chargée de suivre un calendrier au rythme trépidant, elle implique de la pérennité s'attaquant à ce qui est le moins malléable, le paysan et son terroir natal ;
- elle se veut sectorielle, ses dimensions s'y opposent ;
- animée par un but précis, elle est perpétuellement tiraillée dans différentes directions ;
- elle doit s'imposer pour marquer ; pour réussir, elle doit être assumée ;
- elle implique une structure d'intervention souple et d'efficacité rapide, donc de forme privée ; de par son ampleur, elle implique un contrôle très poussé de la puissance publique ;
- dans l'obligation de se limiter géographiquement pour réussir, elle va subir des pressions très fortes pour s'étendre.

Ces contradictions, plus apparentes que réelles sont génératrices de tensions parfois violentes, à l'intérieur de l'O.P.R. ou dans ses relations avec l'extérieur ; tensions qui, maintenant sans cesse le

dispositif en alerte, à l'écoute de la réalité, obligeant les éléments extérieurs à l'O.P.R. à se repenser par rapport à elle, sont extrêmement fécondes.

Jamais, ou dans tous les cas, pas avec la même ampleur, le même désir de concret, la même urgence, le même esprit constructif et pragmatique, les problèmes de structures du monde paysan, les problèmes d'approvisionnement, de crédit ou celui de l'exploitation agricole, pour ne citer que ceux-là, n'auraient été abordés sans l'O.P.R.

*

**

Champ d'expérience immense pour les chercheurs, agronomes, économistes, sociologues, hydrauliciens, zootechniciens, techniciens de tous ordres, elle devrait demain être le terrain de travaux pratiques privilégié d'un enseignement agricole accroché aux réalités de la terre malgache.

Assumée par les paysans auxquels elle s'adresse et ayant alors de ce fait, atteint son point de non retour, elle laissera une empreinte profonde dans l'économie agricole malgache.

Alors, son nom même, n'aura plus qu'une valeur historique, tellement l'on sera loin du riz, ce petit mot, plein de résonance à Madagascar et qui a présidé à sa naissance.